

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CAISSES DES ÉCOLES
DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 27 novembre 1920, à 3 h. 1/2

PAR

B. VEINSTEIN

Président : M. JACQUELIN, Professeur

Suffragants { *MM. BASDEVANT, Professeur*
ROLLAND, Professeur

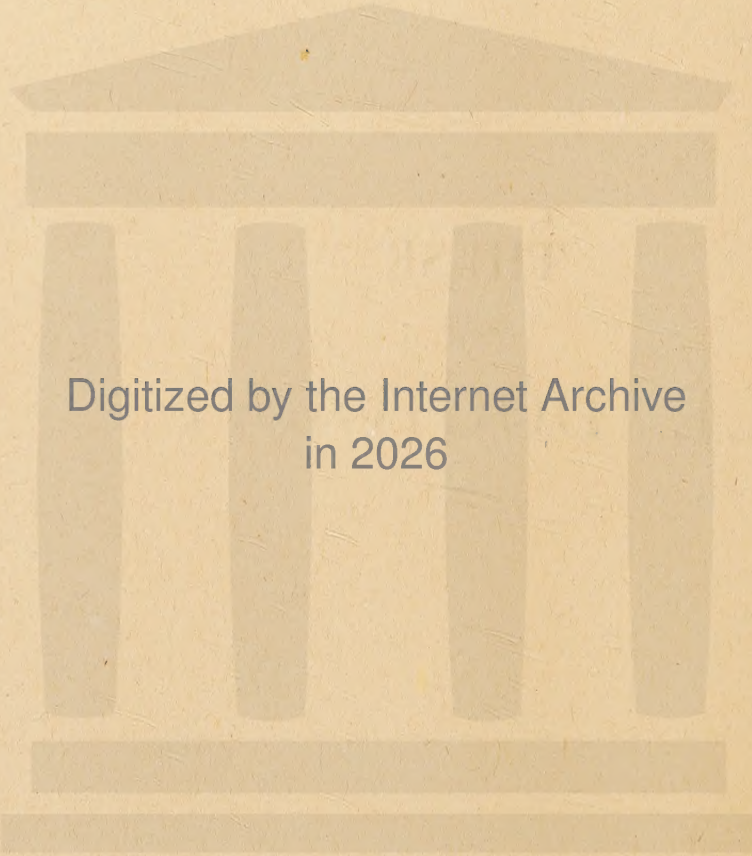
PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CAISSES DES ÉCOLES
DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 27 novembre 1920, à 3 h. 1/2

PAR

B. VEINSTEIN



Président : M. JACQUELIN, Professeur

Suffragants { *MM. BASDEVANT, Professeur*
ROLLAND, Professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

« En matière de bonnes œuvres
« scolaires et sociales, dans notre
« France que l'on croit étouffée
« sous les règlements officiels, il y
« a de l'ouvrage pour quiconque en
« voudra, il y a de la place pour
« toutes les initiatives et on a
« besoin d'elles ».

RAYMOND POINCARÉ
Ministre de l'Instruction publique, 1895.

LES CAISSES DES ÉCOLES DE PARIS

INTRODUCTION

Dès son début, la Révolution se préoccupa d'établir en France un enseignement national, basé sur un plan rationnel.

Parmi les divers projets qui furent discutés à la Convention, il faut retenir ceux de Romme et de Rouquier qui demandaient l'enseignement obligatoire et gratuit, avec la création d'une école au moins par commune de 100 habitants et pour programme d'enseignement : la géographie, l'histoire des peuples libres, les éléments des sciences, la gymnastique et les exercices militaires.

L'idéal que la Convention se proposait de réaliser était certes, très beau, mais malheureusement trop élevé pour ses ressources ; ce qui lui a surtout fait défaut, c'est le temps.

Avec le xix^e siècle, l'instruction publique devient de plus en plus un problème social. Il est le siècle de l'obligation et de la gratuité de l'enseignement primaire.

Le Français de cette époque a foi en la perfectibilité indéfinie de l'esprit humain et il pense que le savoir est la source de tout progrès et l'élément indispensable de toute civilisation. Aussi a-t-il compris que l'Etat a un intérêt primordial à ce que chaque citoyen donne le plein développement de ses forces intellectuelles et augmente ainsi avec la grandeur morale du pays, la richesse nationale.

L'enseignement primaire, si souvent réclamé et décrété par les hommes de la Révolution doit à Guizot sa première organisation par la loi du 28 juin 1833. Cette loi ordonnait à toutes les communes d'avoir au moins une école primaire de garçons. Une ordonnance royale de 1836 donna aux écoles de filles une organisation régulière.

L'avènement de la deuxième République n'apporta aucun changement à l'organisation de l'enseignement primaire. On peut cependant mentionner le projet d'Hippolyte Carnot, ministre de l'Instruction publique qui, pour consolider la République, veut s'appuyer sur les instituteurs et les appelle « magistrats populaires ».

Il faut arriver à Victor Duruy, nommé ministre de l'Instruction publique le 13 juin 1863, pour trouver

l'esquisse d'un plan général d'organisation scolaire.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, par la loi du 10 avril 1867, toute commune de cinq cents habitants et au-dessus, est tenue d'avoir au moins une école publique de garçons et une autre de filles. Pour rendre effective la fréquentation scolaire, la Caisse des Ecoles est créée.

L'honneur de notre troisième république a été de reprendre les plans ébauchés par la Convention en vue d'une instruction nationale, et son mérite est de les avoir réalisés.

Grâce aux efforts de Jules Ferry, secondé par Paul Bert, trois lois fondamentales ont organisé l'enseignement primaire :

La loi du 16 juin 1881, qui en a établi la gratuité ;
celle du 28 mars 1882, qui en a établi l'obligation ;
et celle du 30 octobre 1886, qui déclare la laïcité de l'Ecole publique.

Doit-on dire maintenant qu'il ne reste plus rien à faire ? Hélas ! non. Les statistiques nous montrent que la proportion des illettrés ne va pas en décroissant. Le nombre des enfants qui ne passent pas par l'Ecole ou qui la fréquentent irrégulièrement est encore trop grand. L'instituteur fait tout son possible pour rendre son enseignement attrayant. Les œuvres scolaires et post-scolaires qui ont pris ces temps derniers un essor si brillant, contribuent, elles aussi, à la fréquentation scolaire. Alors à quoi attri-

buer les causes de ce mal ? A l'action inefficace des commissions scolaires et surtout à la misère.

La loi de 1882 sur l'obligation scolaire a institué des commissions municipales scolaires pour assurer la fréquentation de l'école.

Ces commissions doivent se réunir mensuellement et faire comparaître les parents des enfants qui demeurent privés d'instruction ou dont l'assiduité à l'école laisse à désirer.

Comme moyens de coercition, elles ont l'affichage à la porte de la mairie des noms des parents réfractaires à la loi et, en cas de récidive, la citation devant le juge de paix. Or, ces commissions sur lesquelles on comptait tant pour l'application de la loi ne fonctionnent qu'à des intervalles plus ou moins réguliers, là où elles sont constituées, et dans de très nombreuses communes elles n'existent que sur le papier.

C'est ainsi que les sanctions prévues par la loi du 28 mars 1882 restent inopérantes.

L'autre cause de la non fréquentation scolaire et qu'il faut envisager comme la plus sérieuse c'est la misère et l'âpreté au gain de certains parents.

La misère est encore la condition commune à beaucoup de gens. De nombreux parents seraient bien désireux d'envoyer leurs enfants à l'école afin que ceux-ci puissent s'instruire et être plus aptes, par la suite, à gagner leur vie, mais ils se trouvent

dans la pénible obligation de les employer à des travaux rémunérateurs. Contre la faim qui est au logis, il faut bien se défendre !

A la campagne, dès l'âge de six ans, des enfants sont loués pour garder les bestiaux ou occupés parfois à un labeur peu en rapport avec leurs forces.

A la ville, on les prend, il est vrai, à un âge plus avancé, mais certains industriels peu scrupuleux, et cela en dépit des lois protectrices de l'enfance, les embauchent, non seulement le jeudi, jour de congé, mais souvent la semaine entière. Ce sont là des faits non ignorés par les inspecteurs du travail.

Les conséquences de cet état de choses sont des plus déplorables. Malgré les lourds sacrifices consentis chaque année par le pays pour le développement de l'instruction, les illettrés sont encore trop nombreux en comparaison avec certains pays étrangers tels que l'Allemagne et la Suisse.

Il ne suffit pas d'ouvrir gratuitement les portes des écoles aux enfants, il faut s'assurer de leur fréquentation en permettant aux parents nécessiteux de se priver des services que leurs enfants peuvent leur rendre.

C'est pour atteindre ce but que le législateur a créé les Caisses des Écoles, œuvres auxiliaires et complémentaires de l'Ecole.



PREMIÈRE PARTIE

L — AVANT 1882

Historique

Les Caisses des Ecoles sont des œuvres nées de l'initiative privée qui ont pour objet de faciliter et d'encourager la fréquentation de l'Ecole par des secours donnés aux élèves indigents et par des récompenses accordées aux élèves assidus.

Si, au xvi^e siècle, les bourgeois de Lille remettaient chaque hiver aux enfants pauvres une paire de sabots et quelques bûches pour leur permettre de se rendre à l'école, les œuvres se proposant la diffusion de l'instruction parmi les enfants du peuple n'apparaissent réellement qu'au xix^e siècle.

Au début de ce siècle on trouve en Allemagne des caisses d'encouragement scolaire. En Suisse des œuvres similaires fonctionnent régulièrement et rendent les plus grands services à la cause de l'enseignement populaire,

Chez nous, le premier exemple d'une Caisse des Ecoles organisée remonte seulement à l'année 1849. A cette époque, dans les quartiers formant actuellement le II^e arrondissement plusieurs compagnies de la garde nationale eurent la généreuse pensée d'encourager l'éducation et l'instruction des enfants pauvres avec le reliquat de la caisse du bataillon. Cette somme fut remise entre les mains du maire qui la distribua à des familles indigentes pour l'achat de chaussures et de vêtements à leurs enfants allant à l'école. Le bruit se fit autour de cette générosité et d'autres personnes charitables s'en mêlèrent pour que l'œuvre ainsi ébauchée devint permanente. C'est ainsi que fut créée la première Caisse des Ecoles de Paris.

En 1862, une initiative semblable, et avec un égal succès fut prise dans le XIX^e arrondissement.

Ces initiatives privées, d'abord tolérées, mais encouragées, attirèrent l'attention des pouvoirs publics.

Sous l'inspiration de Victor Duruy des dispositions spéciales furent introduites dans la loi du 10 avril 1867 qui généralisèrent l'institution sans lui ôter son caractère facultatif.

Une circulaire ministérielle, datée du 12 mai de la même année, recommandait aux préfets de favoriser la création des Caisses des Ecoles :

« Il ne suffit pas, en de certains cas, écrivait le
« ministre, d'ouvrir gratuitement à un enfant la porte

« de l'école : l'expérience prouve que beaucoup
« d'enfants qui y sont admis à cette condition se
« dispensent d'y paraître ou y paraissent si irréguliè-
« rement qu'ils n'en profitent réellement pas.

« Cela tient à plusieurs causes que la Caisse des
« Écoles peut faire disparaître.

« Le besoin qu'ont les parents des services de leur
« enfants : la Caisse des Ecoles peut-elle allouer des
« secours à condition de l'envoi régulier des enfants
« à l'Ecole ? Ces enfants manquent de vêtements :
« ne peut-elle leur en donner ? Ils n'ont pas le
« moyen de se procurer des livres et du papier : ne
« peut-elle leur en fournir ? Ne peut-elle pas récom-
« penser par quelque don les enfants les plus assi-
« dus ; accorder des prix en dehors de ceux pour les-
« quels le Conseil municipal alloue une certaine
« somme, ou en doubler la valeur ; donner à l'insti-
« tuteur lui-même soit une gratification, soit les livres
« dont il aurait besoin pour l'instruction de ses
« élèves ou la sienne propre ; ou enfin souscrire en
« son nom à des recueils périodiques qui le tien-
« draient au courant des méthodes nouvelles et des
« progrès de la science ? »

Vers la fin de l'Empire, le mouvement en faveur
des Caisses des Ecoles se ralentit.

Mais au lendemain de nos revers de 1870, le be-
soin de répandre l'instruction et la nécessité de favo-
riser les Caisses des Ecoles leur donnèrent une

nouvelle et énergique impulsion. Nous avons été battus par le maître d'école prussien, disait-on ! Animés par le noble désir de travailler à la régénération de la Patrie, les hommes éclairés, les patriotes, accordèrent leur sympathie et leurs concours aux œuvres auxiliaires de l'école, voyant dans l'assistance prêtée aux écoliers, un service dont profiteraient un jour la France et la République.

C'est ainsi qu'en 1871 une Caisse des Ecoles est fondée dans le IV^e arrondissement et prend le nom « d'Œuvre des Familles ».

En 1872, les III^e, V^e, VII^e, VIII^e, IX^e, XI^e, XIV^e arrondissements sont pourvus des Caisses des Ecoles.

En 1873, les XIII^e, XVII^e.

En 1874, les I^{er}, X^e, XII^e, XV^e, XVIII^e, XX^e.

En 1875, le XVI^e ont constitué des œuvres analogues.

Chacune de ces Caisses avait des statuts particuliers.

II. — SITUATION ACTUELLE

L'article 15 de la loi du 10 avril 1867 qui a consacré l'existence légale des Caisses des Ecoles (1) était ainsi conçu : « Une délibération du Conseil municipal

1. Il faut éviter toute confusion avec la « Caisse pour la construction des écoles » appelée dans la pratique et par abréviation « Caisse des Ecoles ».

« approuvée par le préfet, peut créer, dans toute
« commune, une Caisse des Ecoles destinée à encou-
« rager et à faciliter la fréquentation de l'école par
« des récompenses aux élèves assidus et par des
« secours aux élèves indigents.

« Le revenu de la Caisse se compose de cotisations
« volontaires et de subventions de la commune, du
« département et de l'Etat. Elle peut recevoir avec
« l'autorisation des préfets des dons et des legs.

« Plusieurs communes peuvent être autorisées à
« se réunir pour la formation et l'entretien de cette
« Caisse.

« Le service de la Caisse des Ecoles est fait gra-
« tuitement par le percepteur. »

Diverses circulaires ministérielles précisaient les
« conditions d'exécution de cet article.

Dans la circulaire précitée adressée aux préfets en
date du 12 mai 1867 le ministre de l'Instruction pu-
blique ajoutait :

« Je ne crois pas qu'il y ait lieu de donner les
« mêmes règles à toutes les Caisses des Ecoles. Ces
« établissements n'auront besoin que d'un règle-
« ment de travaux intérieurs dont vous pourrez don-
« ner le modèle sans prétendre l'imposer. Ce règle-
« ment qui conférera aux maires la présidence de la
« commission administrative laissera aux membres
« de la commission le choix de son vice-président et
« de son secrétaire. Il pourra désigner des membres

« de droit ou décider que tous les membres seront
« nommés à l'élection. »

Une circulaire ultérieure du Ministre de l'Instruction publique en date du 9 juillet 1867 est encore adressée aux préfets ainsi qu'un modèle de statuts.

L'article 4 de ces statuts porte que la société doit être administrée par un comité de cinq membres au moins, y compris le maire, président de droit, et, d'autre part, que les membres du comité seront élus pour trois ans par les membres sociétaires à la majorité absolue des suffrages.

De ces diverses dispositions il se dégage nettement l'idée d'associer l'initiative privée à l'action des autorités publiques tout en laissant à la Caisse des Ecoles la plus large autonomie en conformité avec le but qu'elle se propose d'atteindre.

Dans l'intérêt des Caisses des Ecoles et aussi afin d'y intéresser le plus grand nombre de personnes, il était utile, d'une part que l'administration locale ne s'immisçât pas dans le fonctionnement de l'œuvre, et d'autre part que la cotisation fût abaissée à un taux modique.

Sans vie propre, la Caisse des Ecoles placée sous la dépendance de la Mairie, formait comme une annexe de l'administration. Dans de nombreux arrondissements, les Caisses des Ecoles ne s'étaient pas soumises à la formalité reconnue par la loi de 1867

qui les oblige à faire approuver leurs statuts par le Conseil Municipal.

Sur la proposition de M. Sigismond Lacroix, rapporteur de la 4^e commission, le Conseil Municipal, par une délibération en date du 20 novembre 1877, fixa les bases sur lesquelles il devait être procédé à la révision des statuts des Caisses des Ecoles de Paris.

Les dispositions de cette délibération étaient les suivantes :

« Article premier. — Les statuts des Caisses des
« Ecoles actuellement en activité à Paris seront révi-
« sés par les comités de direction ou d'administra-
« tion sur les bases ci-après :

« 1^o La majorité au moins des membres de direc-
« tion devra être choisie, au scrutin secret direct, par
« l'assemblée des sociétaires;

« 2^o Dans le cas où le Comité de direction ou
« d'administration comprendra des membres de droit,
« les quatre conseillers municipaux de l'arrondisse-
« ment, seront membres de droit du Comité;

« 3^o Le chiffre de la cotisation minima exigible
« pour l'admission au titre de sociétaire ne pourra
« dépasser 6 francs par an;

« 4^o L'exercice financier de la Caisse commencera
« le 1^{er} octobre de chaque année pour finir le 30 sep-
« tembre de l'année suivante;

« 5^o Un compte rendu moral et financier devra

« être dressé dans le dernier trimestre de chaque
« année et communiqué avant le 1^{er} janvier, au Con-
« seil Municipal.

« Art. 2.— Les statuts ainsi révisés seront sou-
« mis au Conseil Municipal qui les arrêtera défini-
« tivement. »

Les statuts des Caisses des Ecoles furent remaniés conformément à cette mise en demeure du Conseil Municipal.

Une Caisse des Ecoles s'est abstenue, celle du VIII^e arrondissement.

DEUXIÈME PARTIE

I. — RÉGIME JURIDIQUE DES CAISSES DES ÉCOLES

a) Caractère obligatoire des Caisse des Ecoles

Sous l'empire de la loi de 1867, la création des Caisse des Ecoles était purement facultative ; en vertu de la loi du 24 mars 1882, elle est devenue obligatoire.

Sur ce point, l'article premier est général est général et absolu : « La Caisse des Ecoles instituée par la loi du 10 avril 1867 sera établie dans toutes les communes. » Une circulaire ministérielle du 22 mars 1882 interprétant la loi nouvelle, déclare cependant que l'initiative est toujours laissée aux Conseils municipaux. Elle ajoute :

« C'est surtout avec l'obligation de l'instruction
« que cette utile institution est appelée à porter tous
« ses fruits et à faciliter la fréquentation régulière

« de l'Ecole par des secours aux enfants indigents,
« par la fourniture d'aliments chauds en hiver, de
« vêtements et de chaussures, par le don de livres
« de classe, papier, etc...

« Je vous envoie un modèle de statuts qui pourra
« servir de guide dans les communes non encore
« dotées de Caisse des Ecoles. Il est bien entendu
« que, pour la rédaction de ces statuts, toute lati-
« tude est laissée aux Conseils municipaux qui sont
« les meilleurs juges des services à rendre par la
« Caisse des Ecoles eu égard aux besoins particu-
« tiers de la localité, et, par suite, de l'organisation
« qu'il convient de donner. »

Cette circulaire invite les maires à faire prendre dans la prochaine session des conseils municipaux une délibération portant création de cette Caisse et inscription au budget communal d'une subvention.

b) Caractère légal des Caisses des Ecoles

L'article 15 de la loi du 10 avril 1867, l'article 17 de la loi du 28 mars 1882, modifié partiellement par l'article 54 de la loi du 19 juillet 1889, sont les seuls textes qui se réfèrent directement aux Caisses des Ecoles. Les dispositions qu'ils contiennent énoncent seulement le but à atteindre par les Caisses des Ecoles, les moyens à employer, posent le principe

de la création obligatoire d'une Caisse des Ecoles dans chaque commune et indiquent les conditions financières de son existence.

D'autre part, les statuts modèles annexés à la circulaire du 29 mars 1882 expliquent les règles les plus habituelles sur leur organisation et leur fonctionnement.

Mais ces textes sont muets sur le régime juridique.

Il est donc nécessaire de rechercher, d'après les principes généraux du droit administratif, quels sont les caractères distinctifs de cet organisme particulier du service de l'enseignement primaire.

Distinction. — Il s'agit de distinguer les Caisses des Ecoles antérieures à la loi du 28 mars 1882, et celles postérieures à la promulgation de cette loi.

Les Caisses des Ecoles créées antérieurement à la loi de 1882, autorisées par le législateur de 1867, constituaient de simples associations charitables de personnes apportant leur concours au développement de l'enseignement primaire. Elles pouvaient employer leurs ressources au profit de toutes les écoles primaires, publiques ou privées de la Commune. Elles étaient autonomes, n'obéissaient qu'à la loi de leurs statuts, pouvaient repousser toute ingérence publique. Leurs fonds étaient leur propriété et elles les géraient en toute

liberté. Elles sont devenues des établissements d'utilité publique et ont acquis la personnalité civile.

Les Caisses des Ecoles antérieures à la loi de 1867, celles postérieures à cette loi et même à la loi de 1882 qui ne se sont pas conformées aux prescriptions de ces deux textes, restent des associations particulières, d'ordre privé, elles restent soumises au droit commun des associations.

Ce ne sont pas des Caisses des Ecoles, mais des associations privées calquées sur le modèle des Caisses des Ecoles officielles et poursuivant un but identique.

Les Caisses des Ecoles, après 1882, sont des Caisses des Ecoles officielles, obligatoires. Elles sont issues d'une délibération du Conseil municipal, en réalité, une véritable création de la loi et chargées d'assurer un service public communal.

A défaut de cet organisme spécial, la commune serait obligée d'y suppléer. Le fait que la loi a appelé les particuliers à participer au fonctionnement de la Caisse des Ecoles par des cotisations volontaires n'est pas de nature à en changer le caractère de service public. La Caisse des Ecoles est un rouage nécessaire de l'enseignement primaire.

Les Caisses des Ecoles constituent :

1° *Des établissements publics* et non des établissements d'utilité publique. Le Conseil d'Etat reconnaît le caractère d'établissements publics aux associations

instituées par l'autorité publique dont le but rentre dans l'œuvre de l'administration et qui sont pourvues par la loi de privilèges spéciaux pour arriver à ce but (1) ;

2° Des *établissements scolaires annexes* et non des établissements de bienfaisance depuis la loi du 30 octobre 1886. Depuis la promulgation de cette loi qui a *exclu du service public* de l'enseignement primaire les écoles fondées et entretenues par des particuliers ou des associations, les Caisses des Ecoles, en leur qualité d'établissements publics scolaires, ne

1. *Revue critique de législation*. L. Aucoc.

M. Aucoc approuve cette doctrine qui a été consacrée par un arrêt du Tribunal des conflits en date du 13 juillet 1883.

Cour de Cassation. — Le caractère essentiel de l'établissement public c'est « qu'il fait partie intégrante de l'administration ou qu'il s'y rattache d'une manière intime ».

Avis du Conseil d'Etat du 13 mai 1900.

Arrêts du Conseil d'Etat sur recours pour excès de pouvoir. Caisse des Ecoles du 6^e arr. Paris, 22 mai 1903. Fourcade. Dareste.

L'Ecole primaire, à la différence des lycées et collèges et des Facultés ou Universités, n'est pas un établissement public. La Caisse des Ecoles est destinée à suppléer partiellement à cette lacune.

Voir Haurion, Dufour et Taudière, *Traité général de Droit administratif appliqué* (3^e édition, t. IX, 1^{er} volume du supplément, p. 563 et suiv.)

Th. Tissier. — Dons et legs aux établissements publics ou d'utilité publique (t. I, p. 311).

Tribunal Civil de la Seine, 1^{re} Chambre, 24 janvier 1902. Avis du Conseil d'Etat, 11 décembre 1900, 17 mai 1900 (*Revue générale d'administration*. Année 1900, p. 101-316).

Joseph Raynaud. Notes de jurisprudence (Section de l'Intérieur et des Cultes, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Conseil d'Etat, années 1879-1897).

peuvent user leurs ressources au profit des Ecoles privées (1).

« (2) Etablissements publics à destination scolaire,
« les Caisses des Ecoles sont tenues de respecter
« dans l'accomplissement de leur mission les prin-
« cipes qui règlent l'instruction primaire. « Recon-
« naître à ces caisses, disait M. le Commissaire du
« gouvernement Romieu devant le Conseil d'Etat, le
« droit d'étendre le bénéfice de leur distribution aux
« élèves des écoles privées, ce serait leur donner le
« moyen de subventionner indirectement des écoles
« et de servir d'intermédiaire aux Conseils municipaux pour leur permettre, le cas échéant, de faire
« échec aux lois scolaires et à la jurisprudence du
« Conseil d'Etat. »

« L'enseignement primaire de l'Etat est un service
« public de l'Etat qui fonctionne exclusivement au
« moyen de ressources publiques et qui doit suffire
« en principe pour assurer l'enseignement obligatoire
« et gratuit. Les écoles privées sont libres, mais la
« puissance publique n'a plus à les encourager ; les
« deniers publics communaux ne sont pas faits pour
« concurrencer le service public de l'Etat dans
« lequel la commune à sa place et qui doit être à

1 Arrêts du Conseil d'Etat du 11 déc. 1900. Caisse des Ecoles.
6^e arrondissement. Paris, 22 mai 1903.

2. Rapport de M. Dreyfus, sénateur, 1913. Projet de loi tendant
à assurer la fréquentation régulière des écoles publiques ou pri-
vées.

« l'abri des atteintes que les autorités locales vou-
« draient y apporter. Suit-il de là que les élèves indi-
« gents fréquentant les écoles privées soient exclus
« du droit de participer aux secours de la collecti-
« vité ? Cette solution serait à la fois contraire à nos
« doctrines de tolérance et d'humanité et aux règles
« de notre droit public.

« A côté de la Caisse des Ecoles, établissement
« public à destination limitée, sont le bureau de
« bienfaisance et la Commune.

« Le bureau de bienfaisance est un établissement
« public spécial, une personne morale distincte,
« chargée du service de l'assistance.

« Il a donc le droit de faire participer les enfants
« indigents de la commune quelle que soit l'école
« qu'ils fréquentent et en dehors même de toute fré-
« quentation aux secours qu'il distribue. Le bureau
« de bienfaisance ne connaît que les enfants pauvres,
« il ne connaît pas les écoles qui les reçoivent.

« La commune, représentée par son Conseil muni-
« cipal a les mêmes droits. Personne morale territo-
« riale, elle a la plénitude de la représentation des
« intérêts collectifs de ses ressortissants, elle centra-
« lise tous les intérêts du groupe auquel elle corres-
« pond ; elle n'est pas limitée comme les services
« publics, *personnalisés* par le principe de la spécia-
« lité. A côté de sa vocation scolaire, réduite désor-
« mais à l'enseignement public, elle a une vocation

« charitable très large et qui n'est limitée que par le
« rôle spécial que la loi a attribué aux établissements
« publics communaux d'assistance et de bienfai-
« sance.

« Il en résulte que les communes pourront distri-
« buer aux enfants pauvres sans distinction, des
« secours de bienfaisance, la bienfaisance ne tenant
« aucun compte des catégories, à une seule condi-
« tion, c'est que ces distributions n'aurent pas le
« caractère de subventions indirectes à l'école privée
« et n'aurent pas pour résultat de diminuer les
« charges de notre école. »

Caractère d'ordre public de cette prescription de la loi. — Il ne doit pas être tenu compte de ce que les statuts de certaines Caisses des Ecoles régulièrement approuvées sous la législation antérieure à 1886 autorisent expressément ces caisses à disposer de leurs ressources en faveur des écoles publiques et privées. Il y a lieu de considérer ces statuts comme non avenus en tant qu'ils sont contraires avec les nouvelles dispositions établies par la loi du 30 octobre 1886 (1).

Doivent être seuls réservés les droits résultant de *fondations autorisées* dans des conditions particulières antérieurement à la loi 1886 (2).

Par application des règles précitées, il y a lieu de

1. Arrêt Caisse des Ecoles, 6^e arr., 22 mai 1903.

2. Même arrêt.

décider que le Préfet de la Seine a annulé à bon droit les délibérations du Conseil d'Administration d'une Caisse des Ecoles allouant des secours en nature aux enfants indigents qui fréquentent les écoles privées. Il ne peut être venu en aide à ces enfants que par mesure d'assistance (1).

c) **Capacité restreinte des Caisses des Ecoles.**
— **Tutelle administrative. — Pouvoir du Préfet.**

Les Caisses des Ecoles étant (d'après la doctrine et la jurisprudence tant civile qu'administrative) des établissements publics, il en résulte qu'ils sont soumis, en dehors de la loi de leurs statuts constitutifs, d'après le principe général de notre droit à la tutelle administrative.

Doctrine. (Berthélemy, *Manuel de Droit administratif*. Edition de 1913). — « La capacité des établissements publics est restreinte par leur soumission « nécessaire à la tutelle administrative qui ne s'étend « pas aux établissements d'utilité publique. Or ce « caractère (d'établissement public) est reconnu aux « Caisses des écoles obligatoirement constituées en « vue d'encourager la fréquentation des Ecoles pu-

1. Arrêt Caisse des Ecoles, 6^e arrt., 22 mai 1903.

« bliques. C'est la jurisprudence qui leur a reconnu
« la qualité d'établissement » (p. 556).

Fuzier-Hermann (répertoire du droit français).
Art. Etablissement publics.

N° 31. « D'une manière générale tous les actes de
« la vie civile des établissements publics sont sou-
« mis au régime des autorisations. Ces établissements
« n'étant que des dépendances de l'administration
« générale se trouvent naturellement placés sous la
« tutelle de l'Etat qui les couvre de sa responsabi-
« lité. »

N° 112. « En ce qui concerne les actes qui modi-
« fient la composition du patrimoine la règle géné-
« rale est que de tels actes ne peuvent être accom-
« plis par un établissement public sans une autori-
« sation préalable donnée soit par le chef de l'Etat,
« soit par le préfet, soit par le sous-préfet suivant la
« nature et l'objet de l'acte. Sur ce point la jurispru-
« dence n'a jamais varié et de nombreuses circulaires
« ministérielles ont, à différentes époques rappelé
« cette incapacité des établissements publics à con-
« tracter sans autorisation. »

N° 121. « Le régime de l'autorisation préalable
« s'étend, avons-nous dit, à tous les actes qui « modi-
« fient la composition du patrimoine des établisse-
« ments publics. Les *emprunts* (1) sont donc soumis
« à cette règle ».

1. Pour les emprunts, il y a lieu d'appliquer aux Caisses des

Jurisprudence. — La jurisprudence établit que les Caisses des Ecoles étant des établissements publics, c'est au préfet qu'il appartient — dans le silence de la loi — d'exercer la tutelle administrative sur ces établissements.

« Considérant que les Caisses des Ecoles sont des
« établissements publics qui fonctionnent sous l'au-
« torité des préfets (1).

« Considérant... que les Caisses des Ecoles sont
« des établissements publics institués par des déli-
« bérations des Conseils municipaux approuvés par
« les préfets et qui peuvent recevoir des cotisations...
« qu'à défaut de toute disposition législative ou
« réglementaire sur leur organisation intérieure, sou-
« mises cependant par les lois précitées à l'appro-
« bation du préfet, c'est donc à ce dernier qu'il
« appartient de statuer sur les difficultés auxquelles
« cette organisation peut donner lieu (2).

« Considérant... qu'à défaut de toute disposition
« de la loi ou de règlement, c'est au préfet qu'il
« appartient de surveiller et de contrôler sous l'au-
« torité du ministre le *fonctionnement* de ces caisses,

Ecoles, les règles tracées par la loi du 5 avril 1884 sur l'organi-
sation municipale.

1. Arrêt du Conseil d'Etat. Dareste, 22 mai 1903.

2. Arrêts du Conseil d'Etat. Barens et autres, 24 mai 1901,
Caisse des Ecoles de Roques (Haute-Garonne).

« d'assurer l'observation de leurs statuts qui doit être soumis à son approbation (1).

« Considérant que c'est au préfet qu'il appartient de trancher toute difficulté d'ordre intérieur dans le fonctionnement des Caisses des Ecoles et d'y mettre fin » (2).

M. Romieu, commissaire du gouvernement, à propos de cette dernière décision, a quelque peu précisé dans ses conclusions le rôle et les pouvoirs du préfet, que le Conseil d'Etat a trop vaguement définis.

Conclusions de M. Romieu. — « Les statuts ne sauraient dans aucun cas prévaloir contre la loi. Il appartient à l'administration, en vertu des pouvoirs généraux de tutelle que la loi lui a conférés vis-à-vis des établissements publics, de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la loi. Elle peut : soit prononcer la dissolution de la Caisse des Ecoles, soit provoquer la révision des statuts, soit annuler les actes de cet établissement qui seraient contraires à la législation du service public dont ils font partie. »

Les pouvoirs du préfet sont donc très étendus et peuvent se résumer ainsi :

a) Approbation et révision des statuts (provoquer la révision).

1. Arrêts du Conseil d'Etat: Caisse des Ecoles du 6^e arr., 22 mai 1903.

2. Arrêt du Conseil d'Etat. Fourcade, 22 mai 1903.

b) Autorisation préalable des actes relatifs à la gestion du patrimoine.

c) Annulation des actes irréguliers.

d) Dissolution d'une caisse illégalement constituée.

L'article 17 de la loi du 28 mars 1882 prescrit la création dans chaque commune d'une Caisse des Ecoles.

Le préfet pourrait-il en présence du refus d'un Conseil municipal de voter ou d'approuver des statuts intervenir pour arrêter d'office les statuts nécessaires au fonctionnement d'une Caisse des Ecoles? La question s'est posée devant le Conseil d'Etat, mais n'a pas été résolue (1).

d) Dons et legs

D'après l'article 910 du Code civil un établissement public ne pouvait autrefois accepter un don ou legs sans une autorisation préalable. Cette autorisation était donnée aux Caisses des Ecoles par le préfet (loi du 10 avril 1867, art. 15).

La loi du 4 février 1901 (2), sur la tutelle administrative en matière de dons et legs a modifié cette réglementation. Désormais les établissements publics

1. Note du 17 juin 1896 (Legs Gramard).

2. Rapport de M. Bienvenu-Martin à la Chambre des députés. Documents parlementaires, janvier 1901.

aux termes de l'article 4 de la dite loi, acceptent et refusent sans aucune autorisation de l'administration supérieure les dons et legs qui leur sont faits (1) « sans charges, conditions, ni affectation immobilière ».

Si le don ou legs est grevé de charges ou conditions, l'acceptation ou le refus doit être au préalable autorisé pour les Caisses des Ecoles, c'est le préfet qui donne cette autorisation.

Toutefois, aux termes de l'article 7 de la loi c'est toujours par un décret en Conseil d'Etat que l'autorisation doit être donnée lorsque le don ou legs suscite des réclamations de la famille.

Enfin, comme tous les établissements publics les Caisses des Ecoles peuvent sans autorisation préalable, accepter provisoirement des dons ou legs qui leur sont faits (art. 8).

Quant à la procédure en matière de dons et legs aux établissements publics, elle est encore actuellement régie par le décret du 1^{er} février 1896 bien que ce décret soit antérieur à la loi de 1901.

En principe les formalités d'instruction et de publicité préalables à l'acceptation sont faites *dans tous les cas* par le préfet. Quand ces formalités sont terminées, il est statué sur l'acceptation ou le refus

1. Les libéralités faites aux Caisses des Ecoles des vingt arrondissements de Paris doivent être acceptées par les présidents de ces caisses dûment habilités.

par l'autorité compétente, conformément aux règles et distinctions posées par la loi du 4 février 1901. Des travaux préparatoires à cette loi, il résulte que le législateur a eu également en vue les Caisses des Ecoles.

La création des Caisses des Ecoles a fait perdre aux communes le droit de recueillir des libéralités en faveur des Ecoles primaires publiques.

Les Caisses des Ecoles peuvent accepter des dons faits :

a) A la commune à charge de distribuer chaque année des livrets aux élèves les plus méritants de l'Ecole et de remettre une allocation à l'instituteur (1);

b) A l'école de filles de la commune pour venir en aide aux enfants pauvres qui la fréquentent (2);

c) Pour l'instruction des enfants pauvres de la commune (3);

d) A la commune en vue de distribuer des soupes aux enfants admis dans l'asile et des prix aux élèves les plus méritants d'une école de filles (4);

e) En faveur des salles d'asile, aujourd'hui écoles maternelles d'une commune (5);

f) Au bureau de bienfaisance « en faveur des

1. Conseil d'Etat, 15 juillet 1885. Legs Palseur.

2. Conseil d'Etat, 20 février 1884. Legs Jouhaud.

3. Conseil d'Etat, 30 avril 1884. Legs Bourdin.

4. Conseil d'Etat, 22 avril 1885. Legs Rouargue.

5. Conseil d'Etat, 5 août 1884. Legs Audiffut; 3 août 1892. Legs Pargaud.

enfants pauvres fréquentant les écoles publiques de la ville » (1) ;

g) Au bureau d'assistance « pour aider les parents des enfants pauvres à subvenir à leur éducation » (2).

Toutes espèces de secours peuvent être alloués aux élèves indigents, dès lors qu'ils ont pour effet d'alléger seulement les charges des parents et non de diminuer les charges qui incombent à l'Ecole privée. En conséquence, la jurisprudence reconnaît la légalité de secours alloués aux familles en argent (3).

Le Conseil municipal peut à titre de secours en nature, faire distribuer aux élèves indigents des fournitures scolaires (4). Il faut que l'Ecole soit gratuite.

Ces secours doivent être distribués par les bureaux de bienfaisance ou de l'assistance publique, mais nulle part ailleurs (5).

Emploi des titres de rente souscrits par les élèves des écoles primaires publiques en faveur des Emprunts de la Guerre et de la Paix. — En vertu de prescriptions ministérielles, les instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques

1. Conseil d'Etat, 8 février 1820. Legs Morlier.

2. Conseil d'Etat, 16 mars 1897. Legs Lacote.

3. Conseil d'Etat. Ville de Dax, 6 août 1897.

4. Commune de Manigaud, 24 mai 1912.

5. Le Conseil d'Etat a confirmé la jurisprudence de l'arrêt Questembert dans un nouvel arrêt « Maire de Saint-Marc » Finis tère, en date du 11 février 1916.

ont été invités à faire souscrire leurs élèves aux différents emprunts de la guerre et de la paix. Le montant de ces collectes a reçu diverses affectations : œuvre des pupilles de l'Ecole ou de la nation, écoles filleules, etc...)

Dans certaines écoles, à Paris notamment, on a pensé bien faire en affectant le tout, ou une partie des titres de rente ainsi souscrits à des prix d'encouragement pour les élèves de l'Ecole. Nous croyons cette procédure illégale :

Les écoles primaires publiques, n'ayant pas le caractère d'établissement public, ne jouissent pas de la personnalité civile et ne peuvent, par conséquent ni posséder, ni aliéner.

Seule la Caisse des Ecoles est qualifiée pour recevoir des dons ou legs en faveur des élèves des Ecoles publiques. Les directeurs des établissements précités doivent remettre à la Caisse des Ecoles les titres de rente souscrits avec ou sans affectation spéciale en faveur des élèves de leur école.

II. — FONCTIONNEMENT DES CAISSES DES ÉCOLES

a) Elections des Commissions scolaires et des administrateurs

De la jurisprudence ci-dessus rapportée, il résulte encore que le préfet est compétent pour *statuer sur les élections* des membres composant les commissions scolaires (1) et que les contestations relatives à la nomination des administrateurs des Caisses des Ecoles ne sont pas au nombre des réclamations électorales pouvant être portées devant la juridiction administrative. Ces contestations doivent être tranchées par le préfet sauf recours au ministre par voie hiérarchique (2).

En tranchant ces difficultés, le préfet accomplira un acte de tutelle ou d'administration et ne fera pas œuvre de juge.

Ce refus du Conseil d'Etat de reconnaître un contentieux des élections des Caisses des Ecoles est assez contestable au point de vue juridique. Il a été très vivement critiqué, notamment par M. Haurion. Il n'est nullement certain que le Conseil d'Etat, si la

1. Barens et autres, 24 mai 1901.

2. Dareste, 22 mai 1903.

question se posait de nouveau, maintienne sa jurisprudence sur ce point, car elle cadre mal avec les tendances manifestées depuis quelques années.

M. Hauriou a présenté au sujet de l'arrêt Dareste les remarques suivantes (1).

« Si l'opération par laquelle sont désignés les
« membres du Comité de la Caisse des Ecoles n'est
« pas une élection, c'est une nomination faite par
« l'assemblée des souscripteurs. Il appartient au
« préfet, sous l'autorité du ministre d'approuver ou
« d'annuler cette délibération, soit ! mais alors un
« recours pour excès de pouvoir peut être intenté
« contre sa décision, et il n'y a aucune raison pour
« que ce recours ne puisse être formé *omisso medio*,
« nous ne comprenons pas l'indication du recours
« hiérarchique devant le ministre.

« Si l'opération est envisagée comme une élection,
« le recours hiérarchique se conçoit comme le préa-
« lable obligé du recours contentieux électoral
« parce qu'on n'est pas en présence d'une situation
« réglementaire, c'est-à-dire parce qu'il n'y a pas de
« texte sur le contentieux électoral en matière de
« Caisse des Ecoles : il faut que l'élection soit pour
« ainsi dire endossée par l'autorité administrative
« dans une vérification préalable, et il faut remonter
« jusqu'au ministère pour que l'opération soit com-

« plètement endossée et pour que la situation ainsi
« vérifiée équivaille à une situation réglementaire.

« Mais si l'opération n'est qu'une nomination sou-
« mise à l'autorité du préfet, le recours hiérarchique
« (présenté à la jurisprudence comme nécessaire) ne
« se conçoit plus comme le préalable obligé du
« recours contraire à la jurisprudence bien établie de
« l'arrêt Bausais du 13 avril 1881. »

La théorie qui se dégage des arrêts ci-dessus rap-
portés a été inspirée (V. Conclusions de M. Romieu
dans l'affaire C. des Ecoles du VI^e arr.) par les
principes généraux qui régnaient à cette époque et
notamment par cette idée, abandonnée depuis, qu'il
faut invoquer la *violation d'un droit* pour attaquer
un acte administratif illégal. M. Romieu, dans ses
conclusions, avait en effet fortement lié l'existence du
contentieux électoral à la question de recevabilité du
recours. Pour lui, si les souscripteurs de la Caisse
des Ecoles n'ont pas le droit de critiquer les opéra-
tions électorales devant une assemblée contentieuse
cela tient à la même raison qui les rend non rece-
vables à attaquer les actes de l'autorité supérieure
chargée d'exercer la tutelle administrative sur la
Caisse. Il ne pourrait invoquer aucun droit acquis
parce que la Caisse des Ecoles n'est pas une *associa-
tion*, mais bien un établissement public.

Ils seraient des *tiers* par rapport à la Caisse des
Ecoles tout comme les donateurs ou les testateurs et

ne seraient liés à l'égard de l'administration que par un *contrat de souscription* en vue d'assurer un service public. D'où la seule faculté pour eux de répéter par la voie du contentieux de pleine juridiction, celles de leurs cotisations qui auraient été détournées de leur destination légale.

La théorie de M. Romieu est périmée depuis que le Conseil d'Etat a renoncé à exiger des requérants en excès de pouvoir la condition supplémentaire du droit acquis violé. La jurisprudence se montre très large aujourd'hui pour reconnaître la recevabilité d'un recours ; le simple intérêt lésé suffit, et c'est ainsi qu'on admet le recours de *l'électeur* ou celui du contribuable en cette qualité. Peu importe dès lors que le souscripteur de la Caisse des Ecoles puisse ou non invoquer une atteinte à ses droits d'associé, peu importe qu'on lui reconnaisse ou non un droit de contrôle sur le fonctionnement de la Caisse. Il y a un *intérêt* semblable à celui qui appartient au simple contribuable en matière du budget communal et cela suffit. La jurisprudence est allée très loin dans cette voie : elle admet aujourd'hui que *les citoyens intéressés à la bonne marche d'un service public sont recevables* dans les recours pour excès de pouvoir qu'ils peuvent former à l'occasion de ce service (1).

1. Conseil d'Etat. Lachaize et autres pères de famille tendent à

Qualité pour recourir contre les actes de tutelle de l'autorité supérieure.

Le Comité. — Il va de soi que le Comité de la Caisse des Ecoles est recevable à attaquer pour excès de pouvoir les décisions par lesquelles le préfet exerce la tutelle administrative sur la Caisse des Ecoles (annulation de délibération du Comité. Refus d'autorisation, etc...)

Les souscripteurs. — La question se pose de savoir si *chaque souscripteur* peut en cette seule qualité former un recours. Une jurisprudence (qui remonte au moins à l'année 1903) déclare *non recevable le recours de souscripteur*.

Arrêt Fourcade, 22 mai 1903. — Le Comité de la Caisse des Ecoles de Montsoulst avait voté des secours pour tous les écoliers indigents de la commune y compris les élèves des Ecoles privées.

Le préfet déclara cette délibération nulle de droit, comme prise en violation de la loi du 30 octobre 1886.

Le Comité ne voulant pas lui-même attaquer l'arrêté préfectoral, le recours fut formé par le maire, M. Fourcade, en sa qualité de *souscripteur* de la Caisse des Ecoles. Le recours fut déclaré irrecevable faute de qualité.

Il faut tenir pour certain que le Conseil d'Etat jugerait aujourd'hui différemment. Etant donnée l'évolu-

faire retirer de l'Ecole publique le *Manuel d'histoire de Calvet*. Rejet quant au fond.

tion qui a débuté par les arrêts Lot et Molinié en décembre 1903 et que nous avons rappelé.

Il n'est pas douteux que le recours du souscripteur serait admis sans difficulté.

b) Administration des Caisses des Ecoles

Les statuts annexés à la circulaire du 29 mars 1882 ont été généralement adoptés.

La Caisse des Ecoles est administrée par un Comité composé de la commission scolaire et de membres élus. Ce comité, présidé par le Maire, élit chaque année un vice-président, un secrétaire, un trésorier.

Il peut s'adjoindre un nombre déterminé de dames patronesses (art. 6).

Toutes les fonctions du Comité de la Caisse des Ecoles sont essentiellement gratuites (art. 7).

Le Comité arrête chaque année le budget des dépenses de la Caisse des Ecoles et règle l'emploi des fonds disponibles. Les réserves doivent être placées en rentes sur l'Etat 3 o/o amortissables (art. 8).

Il se réunit trois fois par an : dans le mois qui suit la rentrée des classes, dans celui qui précède Pâques et dans le mois qui précède l'ouverture des vacances ; il se réunit plus souvent si le président juge nécessaire de le convoquer, ou si cinq de ses membres en font la demande (art. 9).

Dans l'intervalle des réunions du Comité les mesu-

res urgentes peuvent être prises sauf à en référer au Comité, lors de la première séance par le bureau dudit comité (art. 11).

Les modifications apportées aux statuts doivent être approuvées par le Conseil municipal puis par le préfet.

En ce qui concerne l'approbation des statuts par le Conseil municipal nous ne connaissons aucun texte qui en fasse une obligation. Néanmoins, si les modifications aux statuts venaient à soulever des critiques de la part de l'assemblée municipale, celle-ci pourrait à titre de sanction supprimer ses subventions à la Caisse des Ecoles, éventualité qu'il convient d'éviter. C'est pourquoi nous pensons que le Conseil municipal devrait être consulté, au moins officieusement.

Encas de contestation, à quelle autorité appartient le droit d'interpréter les statuts ?

La Caisse des Ecoles étant un établissement public, les statuts qui la régissent constituent des actes administratifs. Le préfet, comme représentant des pouvoirs publics, chargé de l'exécution des lois, est chargé d'une façon générale, sous l'autorité du Ministre, de veiller à l'observation des statuts et se trouve juge de leur interprétation.

Le principe général de la séparation des pouvoirs en interdit la connaissance aux tribunaux ordinaires.

**c) Où les Caisses des Ecoles
trouvent les ressources nécessaires**

Les ressources des Caisses des Ecoles proviennent :

- 1° Des cotisations volontaires des sociétaires ;
- 2° Des subventions de la commune, du département, de l'Etat.

Depuis la loi des finances du 19 juillet 1882, les communes ont été appelées à bénéficier pour leurs Caisses des Ecoles des subventions de l'Etat, en raison de leurs sacrifices et de leurs besoins sans distinguer entre celles dont le centime est inférieur ou supérieur à 30 (1).

Auparavant, selon les termes de l'article 17, paragraphe 2 de la loi du 28 mars 1882, dans les communes subventionnées dont le centime n'excède pas 30, la Caisse des Ecoles avait droit sur le crédit ouvert à cet effet au ministère de l'Instruction publique, à une subvention au moins égale au montant des subventions communales ;

- 3° Du produit des dons et legs ;

4 Des redevances payées par les notaires lorsqu'ils sont autorisés à faire usage des salles d'école pour les adjudications (2) ;

1. Circulaire du 27 juillet 1889.

2. La redevance est fixée, par chaque séance, de 5 francs pour une adjudication de 1.000 francs et au-dessus ; de 3 fr. 50 pour

5° Des quêtes aux mariages ;

6° Du produit des troncs spéciaux placés dans les mairies, les théâtres ;

7° Elles peuvent également se procurer des fonds au moyen du produit de bals, concerts, fêtes foraines.

L'article 17 de la loi du 28 mars 1882 dit que « la répartition des secours donnés par la Caisse des Ecoles sera faite par les soins de la commission scolaire ».

Au lendemain de la promulgation de cette loi, un conflit s'est élevé à ce sujet entre les commissions scolaires et les comités des Caisses des Ecoles. Les Commissions scolaires émettaient le droit de faire partie des comités des Caisses des Ecoles et d'avoir à intervenir dans la distribution et le mode des répartitions des secours.

Cette prétention est injustifiée. Les Caisses des Ecoles ont seules qualités pour distribuer ces libéralités conformément à la loi de leurs statuts. Les commissions scolaires doivent se borner à signaler les besoins constatés par elles. De plus, rien dans la

une adjudication inférieure à ce chiffre, quel que soit le nombre de lots (*Bulletin Instruction publique*, 30 août 1882).

La redevance a été relevée à 10 francs pour une adjudication de 1.000 francs et au-dessus quel que soit le nombre de lots ; à 5 francs si la somme est inférieure à 1.000 francs : plus un droit fixe de 5 francs par séance d'adjudication pour frais de nettoyage des locaux scolaires (Circ. ministérielle du 10 juin 1920).

loi, ne justifie la prétention des membres des commissions scolaires, d'être membres de droit dans les comités des Caisses des Ecoles.

d) Comptabilité des Caisses des Ecoles

L'article 15 de la loi du 10 avril 1867 est bien conçu dans une forme impérative : « Le service de la Caisse est *fait gratuitement* par le percepteur », mais l'obligation ne paraît concerner que le percepteur et il semble bien qu'en pratique il en ait été ainsi. La Caisse des Ecoles aurait donc la faculté de faire gérer ses ressources gratuitement par le percepteur. Si elle ne le fait pas, elle paraît devoir confier cette gestion à un comptable bénévole exerçant gratuitement ses fonctions, sans quoi elle emploierait à sa rétribution des fonds qui sont uniquement destinés à encourager la fréquentation de l'école et commettrait ainsi un acte de mauvaise administration. Cependant la gestion de la Caisse des Écoles ne semble point pour cela devoir échapper au contrôle de la comptabilité publique (1), c'est pourquoi il conviendrait d'exiger que la délibération qui enlève cette gestion au percepteur contienne une disposition obligeant le nouveau gestionnaire à se soumet-

1. La surveillance de la comptabilité des Caisses des Ecoles aura lieu par l'Inspection générale des services administratifs et financiers (Circulaire préfectorale du 7 février 1899).

tre à ce contrôle. On peut bien admettre que le Comité de la Caisse des Ecoles aura toute liberté et toute initiative dans l'accomplissement de sa mission, sans que le gestionnaire des services du Comité soit dispensé de toute justification de sa gestion.

Les Caisses des Ecoles sont tenues aux termes de l'article 1^{er} du *Décret du 21 septembre 1912* « d'effectuer le placement au Trésor de leurs fonds disponibles ».

Le budget primitif et supplémentaire des Caisses des Ecoles est arrêté par le Conseil d'administration.

Le compte rendu moral et financier doit être soumis à l'assemblée annuelle des sociétaires et adressé chaque année à l'Inspecteur d'Académie et au préfet.

TROISIÈME PARTIE

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE DES ÉCOLES DU VII^e ARRONDISSEMENT

La Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement fut constituée par un arrêté du Préfet de la Seine en date du 26 juin 1872.

Le premier versement qui a permis la création de cette Caisse est dû à la libéralité de M. le maire Arnaud (de l'Ariège) qui a partagé entre la Caisse du bureau de bienfaisance et celle des écoles, un capital de 10.000 francs.

Au lendemain de nos revers de 1870-1871, les patriotes et les hommes éclairés se préoccupèrent vivement de trouver un remède énergique et efficace pour relever et régénérer le pays. Celui qui leur parut le meilleur pour atteindre ce but, était dans l'instruction et l'éducation civique et morale prodiguée aux jeunes générations.

Lors de la première assemblée générale de la

Caisse des Ecoles, le 19 août 1879, M. Arnaud (de l'Ariège), maire de l'arrondissement, dans un discours éloquent, vibrant de patriotisme, rappelait comment les épreuves de l'Année Terrible avaient fait naître l'idée de cette institution.

« La prospérité matérielle d'un peuple n'est pas
« tout, elle est même fatale lorsqu'elle s'achète au
« prix de sa dignité morale. C'est donc dans l'ins-
« truction et la moralisation qu'il faut chercher le
« remède. Tout le monde l'a compris ; un grand mou-
« vement d'opinions s'est fait dans ce sens et les
« plus sympathiques préoccupations se sont tour-
« nées vers les écoles.

« Tous, vous voulez élever des citoyens pour la
« Patrie ; vous voulez faire des hommes ayant acquis
« par une vaine instruction la conscience de leurs
« droits et par une éducation austère le sentiment
« de leurs devoirs.

« Je ne crains pas de porter trop haut la question ;
« il n'en est pas de plus importante que celle de
« l'éducation de l'enfance.

« Il faut absolument que nous préparions des géné-
« rations viriles.

« C'est pour y aider que nous avons fondé notre
« Caisse des Ecoles. »

Cette belle création de M. Arnault (de l'Ariège) ne devait pas tarder à devenir en même temps qu'une œuvre d'enseignement, une œuvre d'union et

de concorde, qui a gardé intacte la pensée de son fondateur, en confiant l'administration de la Caisse des Ecoles aux membres de la Délégation cantonale, c'est-à-dire aux hommes les mieux placés pour connaître et comprendre les besoins réels des élèves et les légitimes aspirations des maitres (1).

La Caisse des Ecoles se donnait pour tâche :

1° De stimuler l'ardeur des élèves par des récompenses aux plus dignes ;

2° D'élever, de plus en plus, le niveau général des études par des distinctions conférées aux maitres dont les écoles auront été le mieux tenues.

Le premier comité d'administration étant ainsi constitué :

Président : M. Arnaud (de l'Ariège), maire ;

Vice-présidents : MM. Dargent, Bellaigue, Gaildraud, adjoints au maire ;

Membres : MM. Berger, pasteur de la confession

1. C'est là une condition de sa stabilité qui l'a mise à l'abri des agitations stériles toujours nuisibles au développement de ces sortes d'œuvre et une des causes de ses succès. Elle a ainsi conservé son autonomie, ses règlements et son organisation des débuts.

« Pourquoi vos délégués cantonaux au lieu de figurer simplement sur le papier, comme dans un grand nombre de départements, sont-ils des organes actifs, vivants, bienfaisants ? Parce qu'ils sont devenus les administrateurs de votre Caisse des Ecoles ; ils sont les bienfaiteurs des enfants et des familles. »

Extrait du discours prononcé par M. Paul Deschanel à l'Assemblée générale et distribution des prix de la Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement, 19 février 1911.

d'Augsbourg ; Bocquet, avocat ; Bonnet, chef de section au Ministère de la Guerre ; Cadet, chef de bureau au ministère de l'Instruction publique ; Delzant, conseiller général ; Dragressevies, professeur ; Hallays ; Dahot, ancien avocat au Conseil d'Etat ; l'abbé Hamelin, curé de Sainte-Clotilde ; La Selve, intendant militaire ; Lenient, inspecteur de l'enseignement primaire ; Leret, propriétaire ; Lessoré de Sainte-Foy, conseiller à la Cour des Comptes ; Loiseau, docteur-médecin ; Mayer, rabbin ; Nobécourt, sous-chef du ministère des Travaux publics : Pauthier, pasteur de l'Eglise réformée ; Péron, avocat ; Pollet, commis principal au Ministère de la Guerre ; Poulain-Deladrene, juge de paix ; l'abbé Ravailhe, curé de Saint-Thomas-d'Aquin ; Roland, inspecteur des Ecoles régimentaires ; Sanguier, avocat.

Un sermon de charité, en faveur de la Caisse des Ecoles, fut prêché en l'Eglise Sainte-Clotilde, le jeudi 1^{er} mai 1873. Mgr l'Archevêque de Paris honorait la cérémonie de sa présence. Le sermon fut prêché par le R. P. Perraud de l'Oratoire.

La quête fut faite par :

Mmes la duchesse de Clermont-Tonnerre ; la comtesse de Crœix ; la duchesse de Galliera ; la baronne de Hunolstein.

Le jeudi 16 avril 1874, un nouveau sermon en faveur de la Caisse des Ecoles fut prêché en l'Eglise de Saint-Thomas-d'Aquin, par le R. P. Ollivier.

Mgr l'Archevêque de Sébaste honorait la cérémonie de sa présence.

Les quêteuses furent :

Mmes la comtesse d'Auberville, la duchesse Decazes, l'amirale Fourichon, la marquise de Montaignac. La quête produisit la somme de 5.817 fr. 70.

Assistaient au sermon : Mmes la maréchale de Mac-Mahon, accompagnée de Mme Caillaux ; Albert Christophle ; la vicomtesse de Cumont ; la marquise de Farbin d'Oppéda ; A. Hallays ; Dabat ; la Selve, Francisque Rive.

Dès son début l'action bienfaisante de la Caisse des Ecoles se fait sentir dans les écoles de l'arrondissement. Elle accorde des médailles d'or au directeur et à la directrice d'école qui se sont le plus fait remarquer par leur zèle, leur dévouement, la bonne tenue matérielle et morale de leur école et par les progrès de leurs élèves. Des médailles d'or sont également décernées aux maîtres-adjoints qui se sont le plus distingués par leur zèle, leur aptitude et la bonne tenue de leur classe.

Des concours sont organisés entre les élèves de toutes les écoles de l'arrondissement et des récompenses distribuées aux lauréats. Des frais d'études sont accordés à des élèves pour suivre les cours de l'Ecole primaire supérieure Lavoisier, des vêtements sont achetés chaque hiver pour les enfants pauvres allant à l'école.

En 1877 on ouvre une bibliothèque pédagogique à l'usage des maîtres. Des cours gratuits de comptabilité supérieure et de géographie industrielle sont créés pour les femmes afin de leur permettre l'accès de grands établissements où elles trouveront des fonctions aussi honorables que fructueuses. « L'industrie active et commerciale tend à créer une France nouvelle » disait le rapporteur à l'Assemblée générale de l'Œuvre.

Dans des intentions analogues des cours gratuits d'anglais sont également créés pour permettre aux jeunes gens de trouver dans les maisons de commerce des situations lucratives. Ces cours réunissent immédiatement plus de deux cents élèves. Une école de couture fondée par M. H. Gaildraud, donne de suite d'excellents résultats. Un cours de télégraphie est ouverte avec 40 élèves.

En 1880, dans son compte rendu à l'assemblée générale, M. Félix Hément, inspecteur de l'Enseignement pouvait affirmer que la Caisse des Ecoles avait rempli son programme et que, tout en restant fidèle à son origine, elle avait agrandi la sphère de son action.

« Non seulement elle favorise le développement
« et l'amélioration de l'enseignement primaire en
« donnant comme par le passé, des vêtements à
« certains enfants, des récompenses à d'autres, mais
« encore en accordant des secours aux parents, des

« récompenses aux maîtres, des bourses aux élèves
« distingués pour qu'ils puissent entrer dans les
« Ecoles supérieures, en créant des cours complé-
« mentaires de langues vivantes, de comptabilité,
« d'enseignement professionnel. Enfin elle a contri-
« bué à donner, cette année, aux enfants, une récom-
« pense exceptionnelle sous la forme de voyages de
« vacances. On peut dire que rien de ce qui touche
« l'enseignement primaire ne lui est étranger. »

L'année 1882 voit la création d'un cours de topographie pratique auquel se joindront des exercices militaires et de tirs à la cible. A l'école de la rue Cler est créée une classe d'études de 4 heures à 6 heures pour les jeunes filles. De plus, il est décidé d'offrir des collections de livres de classe les plus utiles aux élèves qui subiront avec succès les épreuves du certificat d'études primaires.

En 1888 est organisé à Montlhéry un séjour pour les jeunes filles faibles et délicates, tandis que les jeunes garçons débiles sont envoyés à Luxeuil.

Les divers comités qui se succèdent s'efforcent de développer l'instruction sous les formes les plus diverses, afin de permettre aux enfants sortis de l'école et aux adultes d'acquérir les notions nécessaires à l'exercice de la profession qu'ils ont choisie.

C'est ainsi que le nombre de ces cours s'est successivement accru.

Dès 1896, on peut compter cinq cours de langues

vivantes : deux d'anglais, un de russe, deux d'allemand. Deux cours de sténographie, l'un pour les jeunes filles (méthode Prévost-Delaunay), l'autre pour les adultes hommes (méthode Duployé). Pour les jeunes filles désireuses d'étudier la comptabilité commerciale, on trouve des cours de tenue des livres, droit usuel, géographie industrielle, économie commerciale. Un diplôme de capacité, très recherché est délivré aux élèves ayant subi avec succès un examen à la fin de la deuxième année.

Un cours de coupe, couture et assemblage, organisé par M. A. Deutsch, adjoint au maire, rend des services très appréciables en permettant aux meilleurs élèves d'occuper d'importantes situations chez les premiers couturiers de la capitale.

Les jeunes filles attirées vers les beaux-arts peuvent suivre les cours de dessin et de peinture.

Enfin, un cours de lecture expressive et de diction a lieu chaque dimanche à la mairie.

De plus, la Caisse des Ecoles subventionne chaque année des œuvres qui poursuivent un but analogue au sien, telles que l'Association polytechnique et la Société pour la propagation des langues étrangères. Elle patronne, en outre, les amicales d'anciens élèves de l'arrondissement. Notons aussi qu'un prix, dit du 14 juillet, est attribué dans chaque classe à l'élève le plus digne, désigné à l'élection par ses camarades. Le choix toujours juste de ces enfants a

constamment été ratifié par les maîtres et maîtresses.

Chaque année a conservé la trace ineffaçable des progrès accomplis par la Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement.

Elle ne s'est pas contentée de faciliter et d'encourager l'enseignement et la fréquentation des établissements scolaires depuis les écoles maternelles jusqu'aux cours d'adultes pour rendre les élèves, petits et grands, plus aptes à affronter les luttes de l'existence, de prêter une assistance effective, mais discrète aux parents qui ne peuvent subvenir à tous les besoins de leurs enfants ; elle s'est surtout efforcée de développer des œuvres d'assistance scolaire et infantile, et dans ce but elle a organisé différentes institutions dont le caractère philanthropique et social n'échappe à personne.

Par là, encore, elle est restée fidèle à la mémoire de son fondateur, Arnaud de l'Ariège et des hommes de cœur qui s'étaient groupés autour de lui.

Classes de garde

Si, dès 1877, plusieurs conseillers municipaux de Paris proposèrent la création de classes de garde, la Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement peut revendiquer l'honneur d'avoir, la première, appliqué cette innovation qui permet de soustraire les enfants à la pernicieuse influence de la rue en les gardant à

l'école avant et après l'heure réglementaire ou pendant le jeudi pendant que les parents sont retenus hors du domicile par leurs occupations.

Les classes de garde furent inaugurées dans le quartier populeux du Gros-Caillou. Leur utilité fut vite reconnue et les autres Caisses des Ecoles s'empressèrent d'en créer à leur tour.

A la suite d'une enquête faite par M. Aron, adjoint au maire du II^e arrondissement qui révéla les heureux effets de cette institution, dans certains arrondissements, le Conseil municipal prit, à la date du 22 novembre 1886, une délibération ainsi libellée :

« Le Conseil municipal attire l'attention des
« Comités des Caisses des Ecoles sur la question
« des classes de garde et les invite à les organiser, là
« où elles seront réclamées par les familles. »

Sur la proposition de M. le conseiller Lavy, un crédit de 40.000 francs fut mis à la disposition de l'administration pour subventions, en 1889, aux Caisses des Ecoles qui auraient organisé des classes de garde.

Jusqu'à la fin de 1896 elles devaient fonctionner sous la direction exclusive des Caisses des Ecoles.

Par une nouvelle délibération du Conseil municipal en date du 28 juin 1897, elles furent transformées en service municipal.

Cantines

Au mois de novembre 1879, sur la proposition du conseiller Mallet, l'administration fut chargée par le Conseil municipal des mesures à prendre en vue de l'organisation de cantine.

On s'était rendu compte que, garder les enfants durant l'absence des parents, c'était une mesure excellente, mais incomplète. Pour donner toute son efficacité à l'institution de la garderie, il fallait donner à ces enfants, au repas de midi, une nourriture saine, abondante, chaud et à un prix modique.

Dans ce but, il fut procédé à une enquête dont les résultats furent consignés dans un mémoire adressé au Conseil municipal le 24 janvier 1886.

Sur la proposition de l'administration, les Caisses des Ecoles, eurent le soin de veiller aux services des cantines scolaires. Le Conseil municipal y consacra de larges subventions. Les Caisses des Ecoles ne contribuèrent aux dépenses entraînées par le fonctionnement de ce nouveau service que pour une part insignifiante comparativement à la dépense énorme assumée par la Ville de Paris.

La rétribution des aliments est la règle ; la gratuité, l'exception.

Pour les enfants orphelins la gratuité est de droit.

En ce qui concerne le VII^e arrondissement les cantines furent ouvertes en 1881 dans les écoles primaires et maternelles.

Dispensaires

Une œuvre qui fait particulièrement honneur à la Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement est celle des dispensaires dont le but est de traiter les enfants sans les hospitaliser. Les jeunes malades y reçoivent tous les soins et tous les remèdes nécessaires.

Celui de la rue Oudinet n^o 1, fut fondé par M. et Mme Risler le 10 octobre 1887 qui y affectèrent une somme de 15.000 francs.

Son installation, dans un immeuble appartenant à l'assistance publique, fut, dès le début, conforme aux règles les plus strictes de l'antiseptie et de l'hygiène et répond aux besoins d'un double service de médecine et de chirurgie.

Les médicaments sont administrés sur place et les pansements se font tous les jours. Les consultations et les opérations ont lieu trois fois par semaine.

En raison de son éloignement, une partie de l'arrondissement ne pouvait que bénéficier difficilement des bienfaits de cette œuvre nouvelle.

Une société, le Sou des Ecoles, en prononçant sa dissolution (elle faisait double emploi avec la Caisse

des Ecoles) affecta son reliquat, soit plus de 6.000 francs, à la fondation d'un deuxième dispensaire, rue Saint-Dominique, n° 109, dans les locaux de l'assistance publique. Ce nouvel établissement rappelle le précédent par son installation, mais il ne possède pas de salle d'opérations, le service de chirurgie continuant à fonctionner rue Oudinot. Les distributions de médicaments et les pansements se font tous les jours, et les consultations ont lieu deux fois par semaine. Les consultations pour les maladies de la bouche et des dents ont lieu tous les jeudis.

Consultation des nourrissons. — Les tous petits, les futurs écoliers sont aussi l'objet de préoccupations particulières dans le service des deux dispensaires. Ainsi, la consultation du jeudi est plus spécialement réservée aux nourrissons qui, cependant, peuvent être amenés aux consultations des autres jours si leur état de santé le réclame.

Il est fourni aux enfants élevés au biberon au soumis à l'allaitement mixte, mais jusqu'à l'âge de deux ans seulement, du lait stérilisé à un prix réduit, mais ces enfants doivent être présentés régulièrement à la consultation du jeudi pour être pesés et examinés.

Les biberons, tétines et autres accessoires de l'allaitement artificiel sont fournis gratuitement et renouvelés en cas de besoin à la condition qu'il ne se produise pas d'abus.

Chaque mois il est aussi distribué gratuitement, pour les nourrissons, une certaine quantité de farine de gruau de blé, de racahout, de phosphatine. Ces aliments ne sont délivrés que d'après l'ordonnance du médecin et de préférence aux enfants âgés de plus d'un an dont les mères font preuve de bonne volonté en amenant régulièrement leurs nourrissons à la consultation.

Les vaccinations sont pratiquées tous les premiers jeudis de chaque mois.

Colonies scolaires

Les colonies scolaires comptent parmi les œuvres complémentaires de l'école comme une des innovations les plus heureuses. Leur création est relativement récente.

Au début les Caisses des Ecoles organisaient des voyages scolaires que subventionnaient les Conseils municipaux.

On désignait, pour prendre part à ces voyages scolaires, les élèves des écoles qui avaient obtenu les meilleures notes à l'examen du Certificat d'Etudes.

C'était un moyen d'émulation et, connaissant le goût prononcé des enfants pour les voyages, on espérait, par là, contribuer à leur développement intellectuel.

Certes les voyages forment la jeunesse. Mais ils

étaient de très courte durée et les rares privilégiés qui y prenaient part n'en tiraient aucun profit réel. D'un déplacement de huit, dix ou douze jours les jeunes voyageurs ne rapportaient que des impressions vagues, confuses.

Ces voyages étaient coûteux. En raison du surmenage imposé, les enfants devaient être robustes, capables de supporter un surcroît de fatigue. Les élèves chétifs, quoique les premiers de leur classe, ainsi que les filles, étaient rarement admis à en faire partie.

On songea alors à organiser des colonies scolaires, c'est-à-dire des séjours de trois ou quatre semaines à la campagne, à la mer, pour les enfants pauvres et débiles.

Plusieurs Caisses des Ecoles s'étaient déjà préoccupées de cette situation. La première en date est celle du IX^e arrondissement.

Aujourd'hui toutes les Caisses des Ecoles envoient les enfants à la campagne ou à la mer par groupes de 100 à 200 dès le mois de juin et s'y succèdent de trois semaines en trois semaines jusqu'en octobre.

La Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement n'a pas été la dernière à réaliser le séjour à la campagne. Depuis 1887, chaque année des groupes de jeunes filles et de jeunes garçons auxquels les parents ne peuvent donner, faute de ressources suffisantes, tous les soins que réclame leur santé, sont organisés

en groupes de colonies scolaires et sont envoyés à la campagne pour un séjour de vingt et un jours.

Beaucoup de ces enfants sont naturellement chétifs ou relèvent de maladies. Aussi ont-ils grand besoin de jouir des effets bienfaisants du grand air et du soleil.

Ces colonies ont résidé successivement à la Rue-Saint-Pierre (Oise), à Luxeuil (Haute-Saône), à Montlhéry (Seine-et-Oise), à Bleneau, à Saint-Fargeau, à Saint-Sauveur-en-Puysaye (Yonne) et les résultats constatés au retour, par les médecins-inspecteurs ont toujours été satisfaisants et encourageants.

Villa scolaire

Le traitement salulaire appliqué aux colonies scolaires demandait à être étendu aux enfants des dispensaires qui, guéris une première fois, reparaissaient trop souvent aux consultations.

Pour la plupart de ces petits malades, la guérison définitive n'était possible que par un séjour prolongé à la campagne.

Cette observation inspira aux membres de la Municipalité et du Conseil d'Administration de la Caisse des Ecoles du VII^e arrondissement le désir de procurer à l'avenir ce complément de traitement à ces enfants malades.

Ils conçurent le projet de faire construire aux envi-

rons de Paris un Sanatorium pour recevoir tantôt des convalescents non contagieux, tantôt les enfants envoyés en colonies scolaires.

Cette construction devait entraîner de grosses dépenses. Pour y faire face une demande fut adressée à la Commission de répartition des fonds du Pari mutuel qui accorda une somme de 65.000 francs destinée à l'installation primaire.

A cette allocation est venue s'ajouter une subvention de la Caisse des Ecoles et de nombreux dons particuliers. Il a été ainsi possible d'acquérir à Saint-Germain-en-Laye, à la lisière de la forêt, un terrain où fut édiflée une villa contenant 25 lits et parfaitement appropriée à l'usage auquel on la destinait.

Ce sanatorium a été inauguré le 21 juillet 1897 par M. A. Rambaud, ministre de l'Instruction publique avec le concours de la Municipalité du VII^e arr.

Pendant les deux mois de vacances, la villa reçoit une partie des colonies scolaires. Au printemps et à l'automne, elle accueille les convalescents des dispensaires que l'état de leur santé retient éloigné des classes.

Pendant la belle saison, elle est encore le rendez-vous des excursions en forêts, des promenades instructives organisées par les Directeurs et Directrices des Ecoles de l'arrondissement.

CONCLUSION

Les Caisses des Ecoles de Paris, créées d'abord pour faciliter et encourager la fréquentation scolaire ne tardèrent pas à voir leur importance s'accroître et peu à peu leur cercle d'action s'élargir.

« L'humble et utile bureau de bienfaisance scolaire (1) » est devenu une véritable petite banque des écoles, venant en aide aux élèves et aux maîtres sous les formes les plus diverses.

Les Caisses des Ecoles ne se contentent plus de distribuer des secours et quelques récompenses, amplifiant leur rôle, elles se préoccupent des intérêts matériels, moraux, physiques des élèves des écoles primaires.

Dans leur sein et autour d'elles les initiatives les plus variées et les plus hardies se sont éveillées. Elles sont devenues des centres où s'étudient et où s'organisent de nouvelles institutions philanthropiques s'intéressant, elles aussi, par des mesures appropriées

1. Circulaire du 10 juillet 1895. M. R. Poincaré, ministre de l'Instruction publique.

aux nécessités présentes, à la diffusion et au progrès de l'instruction.

Les Caisses des Ecoles sont intervenues partout où il s'agissait de la fréquentation et de l'Assistance scolaires en n'hésitant pas à créer des organismes nouveaux pour répondre aux besoins multiples et variables des arrondissements et même des quartiers.

Non seulement elles admettent les écoliers pauvres aux cantines gratuites, leur procurent des vêtements, des livres, des jouets ; les soignent dans des dispensaires s'ils sont malades et leur distribuent gratuitement des médicaments, les envoient en convalescence à la campagne. Mais encore elles subventionnent les cours complémentaires et les études surveillées ; organisent des voyages de vacances, des colonies scolaires ; établissent des bains, l'inspection médicale ; fondent des patronages, des bureaux de placement ; encouragent la mutualité scolaire. De plus, elles accordent des bourses d'études aux élèves les plus studieux et ouvrent des cours commerciaux et industriels où adolescents et adultes pourront compléter leur instruction professionnelle.

Dans les grandes luttes économiques qui se préparent, un nouveau rôle est dévolu aux Caisses des Ecoles : l'enseignement post-scolaire et professionnel.

S'il est nécessaire de former des caractères, de faire de nos enfants des hommes énergiques, coura-

geux et droits, il est surtout indispensable de leur procurer les connaissances techniques qui feront d'eux des producteurs en harmonie avec les nécessités sociales.

Comme le dit, fort judicieusement M. Herriot (1)
« ... un enfant qui abandonne l'école à treize ans,
« dans la société où nous sommes, avec la compli-
« cation croissante des métiers, s'il n'a pas reçu un
« solide enseignement général et déjà un premier
« enseignement professionnel n'est pas armé pour
« la vie moderne ».

Or, en dépit des nombreuses œuvres post-scolaires et extra-scolaires, les adolescents sont abandonnés.

Les enseignements démoralisateurs de la rue avec les théâtres, les cafés-concerts, les cinémas ; les suggestions des journaux ; l'alcoolisme encore trop répandu, sont des fléaux mortels surtout pour les jeunes gens.

Contre ces forces de décomposition sociale, il est nécessaire de réagir !

Parmi les remèdes préconisés il en est un sur lequel on compte beaucoup : c'est l'organisation d'un enseignement post-scolaire professionnel obligatoire.

Un projet du gouvernement récemment déposé sur les bureaux de la Chambre des Députés, prolonge la scolarité jusqu'à 14 ans.

1. Discussion du budget de l'Instruction publique à la Chambre des Députés. Séance du 12 juin 1920. M. Herriot, rapporteur.

La législation actuelle est déjà impuissante à assurer la fréquentation scolaire (1), que sera-ce quand elle voudra retenir les enfants deux années de plus à l'école.

Il convient donc, tout d'abord, de renforcer la loi sur la fréquentation scolaire par des sanctions efficaces et de donner aux Caisses des Ecoles par des dispositions nouvelles et plus étendues donnant une extension plus large (2).

D'autre part, l'instruction primaire doit être aujourd'hui dirigée en vue du développement de l'industrie nationale et pour le relèvement économique du

1. D'après les statistiques récentes, 700.000 petits Français ne fréquentent pas l'Ecole et des millions d'autres ne la fréquentent qu'irrégulièrement.

2. Le crédit inscrit au budget de l'Instruction publique pour subventionner les Caisses des Ecoles a été, jusqu'en 1896, de 100.000 fr. Porté depuis à 120.000 fr., il est reconnu comme tout à fait insuffisant pour venir en aide aux communes dont la population est peu élevée et en faveur desquelles les préfets sollicitent des subventions.

D'un projet de loi sur l'enseignement primaire obligatoire, déposé à la Chambre le 24 janvier 1907 par M. A. Briant, alors ministre de l'Instruction publique et d'une proposition de la loi ayant le même objet, présenté par M. A. Pozzi, le 31 décembre 1907, il est sorti un projet de loi dû à la Commission de l'Enseignement. D'après l'art. 5 de ce projet, un crédit de 1 million était prévu pour les subventions aux Caisses des Ecoles. L'article 17 de la loi du 28 mars 1882, obligeant les communes à créer des Caisses des Ecoles, étant dépourvu de sanctions, M. Viviani, dans son projet de 1914, arme les pouvoirs publics contre l'indifférence ou la mauvaise volonté des municipalités en autorisant le préfet, après avoir consulté le Conseil municipal, à constituer d'office une Caisse des Ecoles. M. Viviani estime à 5 millions le coût de cette réforme.

pays. Aussi, l'organisation des cours de pré-apprentissage et d'instruction professionnelle est le complément nécessaire de l'enseignement primaire.

La Ville de Paris qui prodigue ses largesses aux Caisses des Ecoles et à tout ce qui touche l'enseignement a déjà pris d'heureuses initiatives en introduisant le travail manuel dans les écoles de la ville, avec des ateliers pour le travail du bois et du fer ; elle a, de plus, créé des écoles professionnelles admirablement organisées, qui coûtent d'ailleurs fort cher au budget municipal. Ces écoles, à l'usage des garçons, sont des écoles spéciales : Boulle (meuble), Diderot (fer, bois) Bernard Palissy (céramique, sculpture), Estienne (livre), l'internat Dorian (fer et bois). Dans les écoles professionnelle de jeunes filles on y enseigne partout le dessin, la couture et presque partout la broderie, les modes, la peinture, la comptabilité et dans certaines la confection de costumes de garçonnets, des chapeaux de paille, etc...

Ces écoles n'ont pas résolu la question de l'instruction professionnelle ; elle ne sont pas assez nombreuses et elles ne s'adressent qu'à l'élite des élèves des écoles primaires puisqu'on n'y est admis que par la voie de concours.

L'œuvre accomplie par la Ville de Paris doit être complétée et généralisée.

Les amis de l'enfance et de l'adolescence qui s'occupent avec un zèle si touchant des œuvres greffées

sur les Caisses des Ecoles appartiennent à toutes les classes de la société. Parmi ces hommes éclairés et généreux, il serait aisé de trouver toutes les compétences et les techniciens éprouvés pour assurer pratiquement et méthodiquement l'éducation morale et professionnelle de nos jeunes apprentis. A ces éducateurs bénévoles pourront se joindre instituteurs, professeurs, ingénieurs, chacun avec ses connaissances et son expérience de la vie, tous ceux qu'anime le désir de travailler au bien public et montrer par là la force qui réside dans les initiatives individuelles groupées et convergeant vers le même but.

En élargissant le champ d'action des Caisses des Ecoles qui ont tant contribué à l'éducation du peuple et dont les œuvres font saisir sur le vif le sentiment intime du devoir social, en confiant à ces Caisses des Ecoles l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement post-scolaire et professionnel, on aura réalisé, au moins quant à la Capitale, l'école vraiment nationale suivant la conception de Jules Ferry :

« L'Ecole nationale, dans une démocratie de
« travailleurs comme la nôtre, doit être essentielle-
« ment l'école du travail. L'Ecole primaire d'aujourd'hui, celle que nous avons organisée d'après
« l'idéal entrevu par la Révolution française, cette
« petite école est, dès la première heure, profession-
« nelle, c'est-à-dire qu'elle a pour but de préparer

« l'enfant à devenir, comme l'immense majorité des
« citoyens français, un travailleur... Former dès l'en-
« fance l'homme et le citoyen, préparer des ouvriers
« pour l'atelier, c'est notre tâche (1). »

1. Discours prononcé à la pose de la première pierre de l'Ecole
professionnelle de Vierzon (3 mai 1883).

Le Président de la thèse,

R. JACQUELIN

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Recteur,

L'Inspecteur de l'Académie :

D. ROUSTAN

ANNEXES



ANNEXE I

CAISSE DES ÉCOLES DU VII^e ARRONDISSEMENT

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU 1^{er} JANVIER

AU 31 DÉCEMBRE 1919

1^o BUDGET ORDINAIRE

Recettes	170.477 73		
Prime de remboursement d'une obligation Ville de Paris avec lot.	89.870	»	269.827 07
Excédent de recettes au 1 ^{er} janvier 1919.....	9.479 36		
Dépenses.....	81.468 79		
Achat de bons de la Défense nationale.....	173.600	»	233.068 79
Excédent de recettes au 31 décembre 1919.....		<u>14 738 30</u>	<u>14.738 30</u>

2^o SERVICES HORS BUDGET

Reliquats disponibles au 31 décembre 1919 :

1 ^o Du compte : Cantines scolaires.....	2.231 62		
2 ^o Du compte : Colonies scolaires.....	246 10		3.874 09
3 ^o Du compte : Villa scolaire.....	1.396 37		
Excédent de dépenses au 31 décembre 1919 du compte : Dispensaire rue Oudinot, 1.....			938 34
Excédent de recettes des comptes hors budget.....			<u>2.935 75</u>
Actif de la Caisse des Ecoles au 31 décembre 1919..			<u><u>17.694 05</u></u>

Le Portefeuille de la Caisse des Ecoles se compose des valeurs suivantes :

1 ^o Caisse des Ecoles : produit des fondations.....	3.962 fr.	de rente sur l'État français
2 ^o Dispensaire : fondation (affectation spéciale).....	560	d° d°
TOTAL.....	<u>4.522 fr.</u>	de rente.

3 ^o Caisse des Ecoles	{ 298 obligations de la Ville de Paris 1899. (Emprunt Métropolitain) Bons de la Défense nationale, 174.600 fr.
----------------------------------	--

Situation financière des Caissees des Ecoles au 31 décembre 1919

ARRONDISSEMENT	MONTANT des recettes encaissées en cours de l'exercice 1919	MONTANT des dépenses effectuées en cours de l'exercice 1919	MONTANT en capital des valeurs inaliénables	MONTANT en capital des fonds de réserve	RELIQUAT provenant des exercices antérieurs	ENCAISSE totale	INTÉRÊTS de l'encaisse calculés à un taux de 5 o/o
1	37.905 42	22.215 33	22.060 19	106.917 65	9.627 54	154.285 47	4.628 56
2	104.151 62	148.063 60	11.100	563.266 66	»	529.417 45	15.882 50
3	170.404 75	144.650 78	68.299 73	36.968 65	41.506 18	172.616 53	5.178 50
4	102.897 04	120.759 88	62.300	199.716	33.335 91	277.489 17	8.324 67
5	205.087 46	159.481 26	103.810 58	70.833 31	41.237 49	261.487 58	7.844 60
6	18.804 88	12.468 10	4.300	»	1.152 25	7.549 73	226 49
7	269.827 09	255.068 79	140.966 66	169.000	»	324.724 96	9.741 75
8	155.096 57	95.791 61	107.441 70	153.462 10	10.674 02	336.882 78	9.926
9	107.094 75	96.260 20	259.036 70	348.633 25	26.579 23	614.403 73	19.332 11
10	101.484 69	150.351 70	600.066 63	47.700	»	598.899 62	17.966 98
11	613.712 12	478.099 22	2.391.824 95	»	113.566 88	2.741.004 73	82.230
12	156.752 91	121.036 32	62.992 82	45.083 10	33.349 91	177.144 40	5.314 32
13	425.841 68	317.606 77	»	116.900	48.704 59	273.839 50	8.215 15
14	467.164 19	418.585 46	»	131.853 83	12.101 87	192.533 67	5.776 01
15	525.229 35	422.179 40	25.000	121.401 83	54.407 70	303.859 48	9.115 78
16	59.870 50	44.245 33	106.380	»	73 14	122.078 31	3.662 34
17	299.025 70	233.500 09	»	67.781 68	46.536 67	179.843 06	5.395 29
18	822.175 67	623.383 37	58.035 35	100.005 44	108.739 28	462.572 37	13.877 17
19	558.151 82	484.548 21	127.425 05	158.840 51	58.050 30	417.919 47	12.537 58
20	604.993 03	469.345 35	72.683 32	35.966 99	106.876 63	351.174 62	10.535 23

Secours accordés en 1919 pour vêtements et chaussures

Arrondissement	Enfants ayant fréquenté les écoles primaires en 1919 (moyenne des présences)	Nombre d'enfants secondus en 1919	Contribution de la Caisse des Ecoles	Subvention par le Conseil municipal en 1919 (Fonds hors budget)	Proportion dans laquelle la Caisse des Ecoles a contribué à la dépense de 1919	Dépense totale en 1919 pour fournitures de vêtements et chaussures	Subventions demandées pour 1920	Nombre d'enfants fréquentant les écoles en 1920 (moyenne des présences)
1 ^{er}	1.441	412	5.446 85	10.000	35 %	15.446 85	15.000	1.303
2 ^e	3.069	1.110	48.699 95	néant	totalité	48.699 95	25.000	3.220
3 ^e	3.615	875	1.747 65	15.000	10,42 %	16.747 65	15.000	3.762
4 ^e	4.016	1.017	13.449 10	néant	totalité	13.449 10	20.000	4.338
5 ^e	5.049	1.560	20.279 45	néant	totalité	20.279 45	10.000	5.450
6 ^e	2.666	854	529 75	15.000	3,41 %	15.522 75	15.000	2.707
7 ^e	3.809	1.185	333 79	25.000	1,34 %	25.333 79	25.000	3.838
8 ^e	1.910	750	15.495 95	10.000	60 %	25.495 25	20.000	1.957
9 ^e	2.623	446	7.839 65	3.000	73,30 %	10.832 65	3.000	2.735
10 ^e	6.185	725	19.607 »	néant	totalité	19.607 »	15.000	6.090
11 ^e	1.951	4.150	66.138 30	néant	totalité	66.138 30	40.000	1.944
12 ^e	10.144	4.733	19.262 50	30.000	28 %	49.262 50	35.000	10.847
13 ^e	9.700	3.130	16.890 20	60.000	22 %	76.890 20	80.000	9.866
14 ^e	8.700	5.800	90.674 20	néant	totalité	90.674 20	80.000	9.029
15 ^e	15.068	4.863	»	50.000	»	39.908 90	40.000	15.008
16 ^e	3.607	847	13.895 50	néant	totalité	13.895 50	7.000	3.713
17 ^e	7.200	1.552	8.844 30	45.000	17 %	53.844 30	60.000	7.585
18 ^e	13.455	5.830	8.674 45	80.000	9,77 %	88.676 45	70.000	13.508
19 ^e	13.868	6.017	17.396 85	90.000	16,20 %	107.396 85	55.000	14.115
20 ^e	12.187	4.415	8.122 »	50.000	13,5 %	58.122 »	30.000	13.402
Totaux ...	130.263	50.271	383.329 44	483.000		856.238 34		

Cantines scolaires

Arrondissements	Effectif scolaire	NOMBRE D'ENFANTS AYANT BÉNÉFICÉ DE LA CANTINE		NOMBRE DE PORTIONS		Payantes
		Gratuitement	En payant	Délivrées	Gratuites	
1 ^{er}	1.810	338	83	96.640	76.906	19.734
2 ^e	3.940	348	100	93.864	84.586	9.278
3 ^e	4.338	433	226	130.786	95.643	35.143
4 ^e	5.572	449	238	106.227	79.588	26.639
5 ^e	7.275	751	395	156.885	101.440	55.445
6 ^e	3.109	129	398	68.436	15.524	52.912
7 ^e	4.257	860	410	88.521	41.809	46.712
8 ^e	1.910	130	»	21.999	21.999	néant
9 ^e	3.611	188	182	70.012	51.307	18.705
10 ^e	8.499	799	663	193.272	111.844	81.428
11 ^e	17.862	2.093	613	408.597	221.194	117.403
12 ^e	13.303	1.322	322	212.863	169.332	43.531
13 ^e	15.500	1.800	735	507.487	360.465	147.022
14 ^e	10.113	1.716	391	366.971	318.363	48.608
15 ^e	19.267	2.294	1.202	584.139	431.203	152.936
16 ^e	4.940	818	197	127.517	90.265	37.252
17 ^e	10.483	1.232	315	309.645	246.479	63.166
18 ^e	20.363	5.199	750	780.511	662.389	118.122
19 ^e	13.868	1.987	903	596.077	397.450	198.627
20 ^e	18.203	1.998	1.083	615.181	409.986	205.195
Totaux.....	186.223	24.884	9.296	5.535.630	4.057.772	1.477.858

ANNEXE II

Conseil Municipal de Paris

Budget de l'exercice 1920

Subventions pour les Cantines scolaires.	1.700.000 fr.
Excursions des vacances dans les environs de Paris	20.000 fr.
Colonies scolaires	600.000 fr.
Subventions aux Caisses des écoles en faveur des écoles maternelles pour distribution de vêtements et chaussures.....	180.000 fr.
Subventions aux Caisses des écoles en faveur des écoles primaires pour distribution de vêtements et chaussures.....	400.000 fr.
Matinées littéraires, conférences ou séances récréatives pour les enfants des écoles communales de la ville de Paris....	11.000 fr.
Distribution de jouets aux enfants des écoles publiques à l'occasion de la nouvelle année	20.000 fr.
Prix du 14 juillet.....	4.000 fr.

Subventions accordées pour couvrir les dépenses supplémentaires des caisses des écoles par suite de l'arrivée des réfugiés et de l'élargissement de l'assistance donnée aux enfants nécessiteux des écoles publiques de Paris. (S. H. B, 2^e section parag. 9 N^o 100).

Années	Cantines	Vêtements et Chaussures
1914	728.900	»
1915	455.608	293.200
1916	739.517, 28	502.200
1917	1.110.324	757.000
1918	732.500	804.000
1919	837.488	483.000
	4.604.337, 28	2.839.400
Total = 7.433.737 fr. 28		

ANNEXE III

Conseil municipal de Paris

Séance du 24 mars 1914

EXTRAITS DU BULLETIN MUNICIPAL

Projet de vœu de M. Alpy concernant l'admission des élèves des écoles libres au bénéfice de la Caisse des Ecoles.

Ce projet de vœu est ainsi conçu :

« Le Conseil,

« Considérant, en principe, qu'il est de toute justice que l'argent versé par tous indirectement pour la diffusion de l'enseignement soit également réparti entre tous, sans distinction d'opinion ;

« Considérant, d'autre part, que la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement obligatoire dans son article 4, met sur un pied d'égalité parfaite les écoles libres et les écoles publiques, au point de vue de l'accomplissement par les pères de famille du devoir de l'obligation scolaire.

« Qu'en conséquence, il n'existe aucun motif plausible d'exclure de la distribution des secours et des autres allocations de la Caisse des Ecoles une catégorie d'enfants indigents pour ce seul fait qu'ils fréquentent une école libre au lieu d'une école publique.

« Emet le vœu :

« Que, dans le projet de loi déposé par le gouvernement le 4 mars 1912 et actuellement soumis à la Chambre des Députés sur la réorganisation de la Caisse des Ecoles, il

soit expressément déclaré que la « Caisse des Ecoles a pour objet de faciliter la fréquentation des écoles publiques et privées. »

Signé : Alpy et un grand nombre de ses collègues.

« Il s'agit de mettre sur le même pied, sans distinction au point de vue des secours, les enfants des écoles publiques et des écoles privées comme la loi de 1882 paraît l'exiger. »

27 janvier 1914.

La Chambre a statué en repoussant un amendement présenté par MM. Grousseau et Germain Périer et qui avait le même sens que notre proposition. Le texte voté par les Chambres parle donc des écoles publiques, en laissant en dehors les écoles privées.

M. Alpy. — M. Bellan, modifiant quelque peu les termes de notre proposition, vous propose d'adopter le vœu suivant :

« Le Conseil

« Emet le vœu :

« Que la liberté la plus grande soit laissée aux Caisses des Ecoles de distribuer à leur convenance par des dons en nature, — vêtements, bons de cantine, — les deniers mis à leur disposition par les souscripteurs.

« En ce qui concerne les écoles privées, cette disposition sera limitée aux enfants admis gratuitement dans les dites écoles. »

M. Bellan a rappelé avec raison, au début de son rapport, qu'il y a une jurisprudence du Conseil d'Etat sur la distribution des secours aux élèves des Ecoles libres. Le Conseil d'Etat a cru devoir juger, en diverses circonstances, qu'en l'état actuel de la législation et en présence des textes existants et des principes du droit public en vigueur, il n'était pas possible de permettre aux Caisses des Ecoles d'étendre aux élèves des Ecoles libres le bénéfice de la distribution des secours.

L'argent versé par les souscripteurs des Caisses des Ecoles, comme celui même qui provient des contribuables est destiné normalement à tous les enfants malheureux sans aucune distinction.

J'en appelle à mes collègues du VI^e arrondissement.

Nos amis et nous-mêmes nous versons nos souscriptions à la Caisse des Ecoles publiques du VI^e dont nous sommes de droit administrateurs, et, depuis que le Conseil d'Etat nous a dénié le droit d'étendre ses secours aux élèves des écoles privées, nous avons fondé, à côté, une Caisse des Ecoles libres, de telle sorte que nos amis versent deux fois, afin d'effacer toute distinction entre les enfants qui fréquentent les diverses écoles de notre arrondissement.

Grandes villes qui n'ont pas hésité à voter des secours en faveur de tous les enfants indigents, quelque école qu'ils fréquentent : Amiens, Versailles, Troyes, Le Puy, Châlons-sur-Marne, Verdun, Chartres, Autun, Annonay, Nîmes, Saint-Girons, Vincennes, Saint-Etienne, etc...

.
M. le Préfet de la Seine. — Il s'agit, aux termes mêmes du rapport de M. Bellan, de rechercher la vérité sans tenir compte des lois et des divers textes actuellement en vigueur.
.

Cette législation comment se fait-il qu'on vous la présente sous un aspect incomplet et que, dans le document qui vous est soumis, il ne soit fait état que de la loi du 28 mars 1882, sans dire mot des lois des 30 octobre 1886 et 19 juillet 1889 ?

C'est pourtant là qu'est le fond du débat.

Sous l'empire de la loi de 1882, les Caisses des Ecoles pouvaient venir en aide aux enfants indigents fréquentant l'école privée, car, en raison de l'insuffisance des ressources de la commune le législateur avait admis, à cette époque, la participation de l'école privée à l'enseignement public et par suite l'allocation de subventions à des écoles autres que les

écoles publiques. Tel est le régime invoqué par MM. Alpy et Bellan.

Ce régime n'existe plus.

La loi du 30 octobre 1886, comme corollaire de l'obligation de l'enseignement, a imposé la création d'écoles publiques en nombre suffisant pour recueillir tous les enfants.

En 1889, le législateur est allé encore plus loin : il a centralisé, en quelque sorte, l'enseignement, il en a fait un service d'Etat.

Les subventions communales ou départementales destinées à parfaire l'œuvre scolaire sont devenues une obligation étroite. Si, dans toutes les communes, la législation eût été comprise et appliquée dans son esprit, respectueuse qu'elle est des opinions et des croyances, la question actuelle ne se serait pas posée.

Les créateurs d'écoles privées ont contracté l'obligation morale d'assurer le fonctionnement de ces écoles qui ne se rattachent en rien à l'organisme de l'enseignement public, dont font partie sans aucun doute les Caisses des Ecoles.

En effet, Messieurs, la jurisprudence sur ce point est formelle : la section de l'intérieur au Conseil d'Etat et l'Assemblée générale administrative de cette haute assemblée ont délibéré que les Caisses des Ecoles devaient être considérées comme des établissements publics scolaires annexes aux écoles publiques.

Dès lors, à quel titre, en vertu de quel droit, les Caisses des Ecoles pourraient-elles subventionner directement ou indirectement, les écoles privées ?

Car l'Etat n'a pas pour mission de créer deux organismes concurrents et parallèles.

Le législateur aurait pu envisager les Caisses des Ecoles comme des établissements de bienfaisance ; il ne l'a pas fait. Et toutes les fois que la question a été posée, soit devant le

Parlement, soit au Conseil d'Etat, il a été répondu que les Caisses des Ecoles ne sont pas des institutions charitables.

.
Si on se reporte aux discussions qui ont eu lieu devant la Chambre des Députés, on constate que M. Germain Périer avait présenté un amendement concordant parfaitement avec la proposition de M. Alpy.

L'article 2 du projet de loi soumis à l'examen de la Chambre était ainsi conçu :

« La Caisse des Ecoles a pour but de faciliter le fonctionnement des Ecoles publiques par tous les moyens propres à encourager la fréquentation scolaire. »

M. Germain Périer a demandé que l'on ajoutât les écoles privées aux écoles publiques. Son amendement combattu par le rapporteur fut repoussé par la Chambre à l'imposante majorité de 386 voix contre 159.

Quant à l'ensemble du projet il a été adopté par 532 voix contre 26.

Je doute, dans ces conditions, Messieurs, que le vœu de M. Alpy ait la moindre portée.

Par le scrutin auquel il est procédé sur l'ordre du jour pur et simple, le projet de vœu de M. Alpy est repoussé par 40 voix contre 34.

BIBLIOGRAPHIE

- Berthélemy*. — Manuel de Droit administratif.
- Boillot (A.)*. — Les Caisses des écoles (leur régime juridique).
- Buisson (F.)*. — Dictionnaire de Pédagogie.
- Chapey (A.)*. — Caisse des écoles en France.
- Compayré (G.)*. — Histoire de la Pédagogie.
- Drouard (Ch.)*. — Enseignement primaire et populaire à Paris.
- Duplan (E.)*. — L'Enseignement primaire public à Paris.
- Dufour et Taudière*. — Traité général de Droit administratif appliqué. Tome IX.
- Georgin (A.)*. — La Violation de la loi.
- Haurion (M.)*. — Précis de Droit administratif et de Droit public.
- Fuzier-Hermann*. — Répertoire de droit français.
- Lavergne (F.)*. — Les écoles et les œuvres municipales d'enseignement, 1871-1900.
- Pichard (A.-E.)*. — Nouveau Code de l'instruction primaire.
- Tissier (Th.)*. — Dons et legs aux établissements publics ou d'utilité publique. Tome I.
- Vavasseur (A.)*. — Une caisse des écoles à Paris.
- Bulletins nos 149-150 de l'Association professionnelle des Institutrices et des Instituteurs de la Seine.
- Bulletin de Législation scolaire. 4^e année, n^o 13.
- L'Œuvre des voyages scolaires. A.-E. André.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	7

PREMIÈRE PARTIE

I. — Avant 1882.....	13
II. — Situation actuelle.....	16

DEUXIÈME PARTIE

I. — Régime juridique des Caisses des écoles.....	21
a) Caractère obligatoire des Caisses des écoles...	21
b) Caractère légal des Caisses des écoles.....	22
c) Capacité restreinte des Caisses des écoles. Tutelle administrative. Pouvoir du Préfet.....	29
d) Dons et legs.....	33
II. — Fonctionnement des Caisses des écoles.....	38
a) Elections des Commissions scolaires et des administrateurs.....	38
b) Administration des Caisses des écoles.....	43
c) Où les Caisses des écoles trouvent les ressources nécessaires.....	45
d) Comptabilité des Caisses des écoles.....	47

TROISIÈME PARTIE

Organisation et fonctionnement de la Caisse des écoles du VII^e arrondissement. — Classes de garde. — Cantines. — Dispensaires. — Consultation des

nourrissons. — Colonies scolaires. — Villa scolaire.....	38
--	----

CONCLUSION

ANNEXES

Caisses des écoles du VII^e arrondissement.

I. — Résumé des opérations financières du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1919.....	77
II. — Subventions accordées aux Caisses des écoles de Paris par le Conseil municipal.....	81
III. — Extraits du Bulletin municipal (Séance du 24 mars 1914).....	82
Bibliographie.....	87

IMP. JOUVE ET CIE, 15, RUE RACINE, PARIS. — 4790-20
